**Procès-verbal de la séance du Conseil Municipal
du 27 juin 2025**

L'an deux mil vingt-cinq, le vingt-sept juin, à dix-huit heures trente minutes, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la mairie, en séance publique, sous la présidence de Monsieur HERMAND Thomas, Maire.

Étaient présents : Mmes et Mrs COUILLARD Patrice, COURTOIS Patrick, DEFROMERIE Patricia, DEHEDIN François, GIGUEL Claudine, GOMMÉ Dany, PINEL Jean-Claude, PRODHOMME Martine et RATIEUVILLE Didier

Absents ayant donné pouvoir : Mme LEROUX Corinne à M. COUILLARD Patrice

Absents non excusés : Mme COUTRE Marie-Ange et M. QUATRESOUS Daniel

Lesquels forment la majorité des membres en exercice et peuvent délibérer valablement en exécution de l'article L.2121-17 du code général des collectivités territoriales.

Secrétaire de séance : M. GOMMÉ Dany

Le procès-verbal de la précédente réunion a été envoyé à chaque conseiller municipal avec leur convocation.

Ce procès-verbal a été adopté à l'unanimité.

➤ **Délibération N°01 : Décision modificative n°2 du budget COMMUNE**

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante que suite à la transmission du budget primitif de la commune 2025 à la Préfecture de Seine-Maritime, une régularisation doit être apportée suite à la réception d'un courrier en date du 27/05/25. Bien que ce budget ait été voté en équilibre, le remboursement du capital des emprunts doit être fait par les ressources propres de la collectivité selon l'approche prudentielle.

Elles sont de 59 000 € alors que les dépenses à couvrir s'élèvent à 80 276,37 € soit une différence de 21 276,37 €. Cette somme de 21 277 € sera reportée à l'opération N°279 car le projet de la poche incendie a été modifié, celle-ci sera enterrée.

Il est donc nécessaire de voter la décision modificative suivante (de plus, suite au prélèvement du dégrèvement de la taxe d'habitation sur les logements vacants, il est nécessaire d'ajouter des crédits à l'article 739112 pour ne pas dépasser au chapitre 014) :

FONCTIONNEMENT					
DEPENSES			RECETTES		
Article	Désignation	Montant	Article	Désignation	Montant
615221	Entretien de bâtiments publics	-21 277,00 €			
023	Virement à la section investissement	21 277,00 €			
7391112	Dégrèvement taxe hab. sur logements vacants	1 418,00 €	6419	Remboursement rémunération du personnel	1 418,00 €
TOTAL		1 418,00 €	TOTAL		1 418,00 €

INVESTISSEMENT					
DEPENSES			RECETTES		
Article	Désignation	Montant	Article	Désignation	Montant
2156/279	Travaux installation poche incendie rte de Compainville	21 277,00 €	021	Virement de la section de fonctionnement	21 277,00 €
TOTAL		21 277,00 €	TOTAL		21 277,00 €

Après en avoir délibéré, le conseil municipal,
Par 11 voix pour, 0 voix contre, 0 abstention,

DECIDE

✓ de voter cette décision modificative.

➤ **Délibération N°02 : Décision modificative n°1 du budget EAU & ASSAINISSEMENT**

Comme pour le budget primitif de la commune, suite à la transmission du budget primitif de l'eau et assainissement 2025 à la Préfecture de Seine-Maritime, une régularisation doit être apportée suite à la réception du même courrier en date du 27/05/25. Bien que ce budget ait été voté en équilibre, le remboursement du capital des emprunts doit être fait par les ressources propres de la collectivité selon l'approche prudentielle.

Le remboursement du capital des emprunts (dépenses imprévues incluses) doit être effectué avec les ressources propres. Pour 2025, le montant total représente 12 000 € environ. Il faut donc diminuer le chapitre 011 pour abonder le 023 donc abonder nos ressources propres par le 021.

Les dotations aux amortissements prévus à l'article 6811/042 ont été surévaluées. Ces dotations doivent être équilibrées avec les recettes d'investissement aux articles 28156/040, 28158/040 et 2803/040.

Les dotations aux amortissements prévus à l'article 13911/040 seront de 0 € mais reportés à l'article 13918/040 pour un montant de 85 766,47 €. Ces dotations doivent être équilibrées avec les recettes de fonctionnement à l'article 777/042.

Pour que la section d'investissement reste équilibrée, 12 000 € sont ajoutés dans l'opération N°21.

Il est donc nécessaire de voter la décision modificative suivante :

FONCTIONNEMENT					
DEPENSES			RECETTES		
Article	Désignation	Montant	Article	Désignation	Montant
62878	Remboursement à des tiers	-12 000,00 €	777/042	Dotation aux amortissements des subventions	-348 063,89 €
023	Virement à la section investissement	35 759,18 €			
6811/042	Dotation aux amortissements sur immobilisations	-371 823,07 €			
TOTAL		-348 063,89 €	TOTAL		-348 063,89 €

INVESTISSEMENT					
DEPENSES			RECETTES		
Article	Désignation	Montant	Article	Désignation	Montant
13911/040	Dotation aux amortissements des subventions d'équipement	-433 830,36 €	021	Virement de la section de fonctionnement	35 759,18 €
13918/040	Amortissements antérieures des subventions	85 766,47 €	28156/040	Amortissements du matériel et outillage technique	-409 952,48 €
2315/21	Travaux château d'eau	12 000,00 €	28158/040	Amortissements autres matériels	36 718,05 €
			2803/040	Amortissements des frais d'études	1 411,36 €
TOTAL		-336 063,89 €	TOTAL		-336 063,89 €

Après en avoir délibéré, le conseil municipal,
Par 11 voix pour, 0 voix contre, 0 abstention,

DECIDE

✓ de voter cette décision modificative.

Monsieur le Maire tient à remercier M. POZZI, conseiller aux décideurs locaux, pour ses conseils apportés à l'établissement de ces 2 décisions modificatives.

➤ **Délibération N°03 : Autorisation de signature de la convention de restauration pour la cantine scolaire et extrascolaire**

Monsieur le maire rappelle que la commune avait signé une convention avec CONVIVIO pour la livraison des repas de la cantine scolaire et du centre de loisirs en date du 13 juin 2022 pour une durée de 1 an renouvelable deux fois. Le terme étant arrivé, un nouveau projet de convention et des conditions générales de vente établi pour une même durée (1 an renouvelable 2 fois) a été proposé à la commune avec les tarifs des prestations suivantes :

Dénomination	Montant HT actuel	TVA	Montant TTC actuel	Montant TTC proposé
Déjeuner Enfant 4C	2,8418 €	5,5%	2,9981 €	2,9981 €
Déjeuner Enfant 5C	3,0264 €	5,5%	3,1929 €	3,1929 €
Déjeuner Adulte 4C	3,2848 €	5,5%	3,4655 €	3,4655 €
Déjeuner Adulte 5C	3,5062 €	5,5%	3,6990 €	3,6990 €
Déjeuner CLSH 4C	2,8418 €	5,5%	2,9981 €	2,9981 €
Déjeuner CLSH 5C	3,0264 €	5,5%	3,1929 €	3,1929 €

Monsieur le Maire précise que ce sont les mêmes conditions et tarifs que cette année.

M. COUILLARD signale que la commune gagne donc une année d'actualisation des prix qui se calcule à chaque date d'anniversaire du contrat. Elle ne se fera qu'à partir de septembre 2026.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal,
Par 11 voix pour, 0 voix contre, 0 abstention,

DECIDE

✓ d'autoriser Monsieur le maire à signer cette convention de restauration qui prendra effet au 01/09/2025.

➤ **Délibération N°04 : création de deux postes permanents d'agent de maîtrise à temps complet (35/35^{ème}) à compter du 01/01/2025**

Monsieur le maire fait part à l'assemblée délibérante qu'un agent, actuellement sur un grade de catégorie C d'adjoint technique territorial principal de 1^{ère} classe à temps complet (35/35^{ème}), peut prétendre à un avancement de grade de catégorie C d'agent de maîtrise au 01/01/2025 grâce à la promotion interne. Cet avancement peut se faire au 01/01/25.

Un autre agent, actuellement sur un grade de catégorie C d'adjoint technique territorial principal de 2^{ème} classe à temps complet (35/35^{ème}), peut prétendre à un avancement de grade de catégorie C d'agent de maîtrise au 01/01/2025 grâce à la promotion interne. Cet avancement peut se faire au 01/01/25.

La suppression de leur poste actuel (adjoint technique territorial principal de 1^{ère} classe à temps complet (35/35^{ème}) et adjoint technique territorial principal de 2^{ème} classe à temps complet (35/35^{ème})) n'est pas possible pour le moment car il faut l'avis du CST (Comité Social Territorial) du CDG 76, prochaine séance prévue en septembre. Ces suppressions seront à l'ordre du jour de la prochaine réunion du conseil municipal. Par contre, pour la création de poste, l'avis du CST n'est pas nécessaire.

Il est donc indispensable de créer deux postes d'agent de maîtrise à temps complet (35/35^{ème}) au 01/01/25.

Mme PRODHOMME demande s'il y aura bien un effet rétroactif au niveau de la grille indiciaire.

Monsieur le Maire lui répond qu'il y aura bien un effet rétroactif.

Mme DEFROMERIE souhaite savoir si la commune avait connaissance de cette promotion interne au 1^{er} janvier.

Monsieur le Maire lui répond que le décalage est dû au processus de promotion interne et du délai administratif.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal,
Par 11 voix pour, 0 voix contre, 0 abstention,

DECIDE

- ✓ la création d'un poste correspondant au grade d'agent de maîtrise, permanent à temps complet à raison de 35 heures hebdomadaires, pour exercer les fonctions d'agent en restauration scolaire et entretien des locaux.
- ✓ la création d'un poste correspondant au grade d'agent de maîtrise, permanent à temps complet à raison de 35 heures hebdomadaires, pour exercer les fonctions d'agent d'entretien des espaces verts et de maintenance des bâtiments.
- ✓ Les crédits correspondants seront inscrits au budget, chapitre 012, article 6411.

➤ Délibération N°05 : modification du règlement intérieur applicable au pôle culturel approuvé le 28/06/24

Monsieur le maire rappelle que le règlement intérieur actuel du pôle culturel a été approuvé par le conseil municipal en date du 28/06/24.

La modification proposée porte sur l'article 8 ainsi rédigé :

COMMUNE DE SERQUEUX (Seine-Maritime)

« Art 8 - L'utilisateur peut emprunter pour une période d'un mois :

- 2 livres
- 2 revues
- 2 CD
- 2 DVD
- 1 jeu de société »

Avec cet article, il n'était pas possible, par exemple, d'emprunter 3 livres.

La modification proposée est :

« Art.8 - L'utilisateur peut emprunter pour une période d'un mois 10 articles maximum tous types confondus. »

Après en avoir délibéré, le conseil municipal,
Par 11 voix pour, 0 voix contre, 0 abstention,

DECIDE

✓ d'approuver cette modification de règlement intérieur applicable au pôle culturel.

➤ **Délibération N°06 : Livre sur l'histoire de la commune : fixation du tarif de vente**

Monsieur le maire rappelle à l'assemblée délibérante que le conseil municipal avait décidé de donner suite au devis pour retracer l'histoire de la commune, dans un livre écrit par Monsieur Pierre Molkhou, historien depuis 30 ans, qui a retracé l'histoire de nombreux villages.

L'auteur s'est donc plongé dans celui de Serqueux. Il a conduit ses recherches dans les fonds d'archives. Il a également rencontré des habitants et fait appel à leur mémoire. Ce travail de recherche et d'écriture est à présent achevé et la maquette de l'ouvrage sera prochainement envoyée en imprimerie.

Les 600 exemplaires seront livrés en septembre 2025.

Une vente de ce livre à toute personne intéressée est envisagée lors de la journée du patrimoine en septembre avec l'association Serqueux Loisirs et en présence de l'historien, ensuite en fonction du stock disponible, à la mairie, sur demande.

La commission permanente en date du 02/06/25 a proposé de fixer ce prix de vente à 18 €.

Le conseil municipal est invité à fixer le prix de vente.

M. GOMMÉ demande à combien s'élève le coût final du livre.
Monsieur le Maire lui répond qu'il s'élève à environ 30 euros.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal,
Par 11 voix pour, 0 voix contre, 0 abstention,
COMMUNE DE SERQUEUX (Seine-Maritime)

DECIDE

✓ de fixer le prix de vente du livre sur l'histoire de la commune à 18 euros.

➤ Délibération N°07 : Livre sur l'histoire de la commune : convention avec l'association Serqueux Loisirs pour la gestion de la vente

Monsieur le maire informe l'assemblée délibérante que l'association Serqueux Loisirs pourra vendre ce livre pour le compte de la commune mais qu'une convention est nécessaire afin de prévoir que cette dernière puisse encaisser le produit de la vente lors de la journée du patrimoine uniquement qu'elle reversera ensuite à la commune.

Il donne lecture des principaux articles de cette convention.

M. COUILLARD constate que cette association ne pourra, avec cette convention, vendre ce livre que lors de la journée du patrimoine. Il propose de modifier la convention afin qu'elle puisse également le vendre lors de ses permanences au pôle culturel car il pense que c'est plus compliqué d'établir un titre de recette pour chaque vente à un particulier et qu'ensuite, celui-ci vienne en mairie chercher son livre après paiement dudit titre de recette.

Monsieur le Maire propose de mettre à disposition ce livre en version empruntable au pôle culturel pour qu'ensuite la personne puisse l'acheter.

Mme PRODHOMME demande où seront stockés ces livres.

Monsieur le Maire lui répond que des exemplaires seront disponibles au pôle culturel en version empruntable et ceux proposés à la vente seront disponibles à la mairie.

Monsieur le Maire propose de voir comment se passera cette vente lors de la journée du patrimoine pour ensuite, peut-être étendre la vente lors des permanences de l'association au pôle culturel.

M. RATIEUVILLE et Mme GIGUEL proposent de ne pas mettre à disposition ce livre en version empruntable au pôle culturel pour le moment.

Mme PRODHOMME demande si les agents ainsi que le service civique peuvent également proposer à la vente ce livre.

Monsieur le maire lui répond que ce n'est pas possible car il faudrait créer une régie de recettes et le contrat de l'agent en service civique se termine prochainement.

Après ces différentes propositions,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal,
Par 11 voix pour, 0 voix contre, 0 abstention,

DECIDE

✓ d'autoriser Monsieur le maire à signer une convention de partenariat avec l'association

Serqueux Loisirs permettant la vente du livre sur l'histoire de la commune lors de la journée du patrimoine prévue en septembre prochain et lors de ses permanences au pôle culturel.

➤ Questions diverses

Monsieur le Maire fait part de diverses informations à savoir :

- La commune a reçu les remerciements des associations Club de la Joie de Vivre et des cheminots retraités pour la subvention qui leur a été attribuée cette année.
- Fin 2024, l'association Artz souhaitait faire des ateliers auprès des séniors pour stimuler leur mémoire par l'art. Celle-ci a pu obtenir le financement attendu. Pour la commune, ces ateliers prévus au dernier trimestre 2025 seraient gratuits mais il faudrait lui mettre une salle à disposition. Un rendez-vous a donc été fixé avec la représentante de l'association la semaine prochaine. Le président de l'association du Club de la Joie de Vivre y sera convié.
- Concernant les travaux d'extension et de restructuration du groupe scolaire, la réponse de la subvention DSIL a été reçue, soit 150 000 € ce qui représente 11,56 %. La DETR a également été attribuée pour 20%. La totalité des deux subventions représente environ 30% de l'Etat.

Le dossier de demande de subvention auprès du Département de la Seine-Maritime a été déposé très récemment puisque la commune attendait les résultats du dernier lot de l'appel d'offres. Elle passera en commission en septembre. Il espérait 30% mais la totalité de la dépense subventionnable n'est pas retenue en totalité. Par contre, une bonification peut être attribuée. Une demande d'appui sera faite auprès des conseillers départementaux.

Les ordres de service seront établis lorsque la réponse du Département sera obtenue.

- Pour les travaux d'aménagement de voirie rue de l'Épinay, un avis défavorable de l'association des maires pour la DETR a été reçu, sans n'avoir encore reçu la décision de l'Etat. Ce dossier sera certainement reconduit l'année prochaine.
- Concernant la carte communale, la commissaire enquêtrice a été désignée et l'enquête publique sera prévue du 12 septembre au 14 octobre 2025, avec des permanences prévues avec cette dernière.

Cette carte communale devrait être approuvée d'ici la fin de l'année. Un mandat complet aura donc été nécessaire pour ce projet.

- Concernant la CC4R, la dernière assemblée a eu lieu le 15 mai dernier au cours de laquelle quelques délibérations ont été votées (règlement de collecte des déchets ménagers, modification de contrats éco organismes, tableau d'amortissements...). Une délibération sur l'aide financière apportée pour le portage des repas a été adoptée (0.50 € par repas livré) avec des conditions d'éligibilité notamment résider sur le territoire de la COM-COM, avoir 60 ans et ne pas dépasser le SMIC net

mensuel en ressources. Le coût estimé est de 91 000 € sur une base de 500 bénéficiaires.

- La CC4R a opté pour l'application intramuros sur smartphone représentant un coût annuel de 5 000 € pour l'ensemble des communes du territoire. Des réunions d'informations devront avoir lieu à ce sujet. L'intérêt est la publication automatique sur le site Web des communes dès l'ajout d'une nouvelle communication sur cette application. Cela permettra d'éviter que les communes republient les informations reçues par la CC4R.
- La prochaine réunion de la CC4R aura lieu le 03/07/2025 à Compainville. Il sera évoqué les fonds de concours. La commune avait déposé une demande pour sa réserve incendie route de Compainville et il s'est aperçu qu'il sera proposé de la refuser car ce dossier ne serait pas recevable car il ne figurerait pas dans la liste des dépenses subventionnables. A la lecture du règlement des fonds de concours, il n'est pas d'accord avec cette décision donc il en discutera à cette assemblée.

La séance est levée à 19H05